

N° DP 24/409

DECISION DU PRESIDENT

ATTRIBUTION D'UNE SUBVENTION POUR L'ANNEE 2024 D'UN MONTANT DE 9 000 € A L'ASSOCIATION "LA CRAU POLE" - ANIMATION ET FONCTIONNEMENT

Le Président de la Métropole

VU le Code Général des Collectivités Territoriales,

VU le décret n° 2017-1758 en date du 26 décembre 2017 portant création de la Métropole Toulon Provence Méditerranée,

VU la délibération n° 23/05/078 du 4 mai 2023 portant délégations au Président et au Bureau,

VU l'avis de la Commission Attractivité Economique et Développement Numérique du jeudi 4 avril 2024 pour l'attribution d'une subvention de 9 000 euros pour la réalisation de son programme d'actions en 2024,

CONSIDERANT la demande de subvention de l'Association « LA CRAU POLE » de 9 000 euros sur un budget total de 13 350 € pour la réalisation de son programme d'actions en 2024,

CONSIDERANT que « LA CRAU POLE » a pour but la représentation et la défense des intérêts des entreprises de la zone La Plaine de La Crau,

CONSIDERANT que « LA CRAU POLE » a pour objet la mise en œuvre d'actions et de moyens pour soutenir et développer les entreprises implantées sur cette zone,

CONSIDERANT que l'association « LA CRAU POLE » créée en 2011 représente aujourd'hui 1500 emplois et près de 170 entreprises implantées sur les Pôles d'activités de la plaine de La Crau (ZAE Gavary, l'Estagnol, Chemin Long),

CONSIDERANT que « LA CRAU POLE » a pour objectif de promouvoir le territoire en apportant des services aux adhérents et partager des moments de convivialité entre les entreprises de la Plaine de La Crau,

CONSIDERANT les actions de « LA CRAU POLE » en 2024 : maintenir la certification ISO 14001 niveau 1, suivre les pistes d'amélioration concernant le Label « Parc+ » Régional, faciliter la gestion et la collecte des déchets, participer aux actions de prévention des inondations (PAPI PCT 2024-2029), adhérer au club de la sécurité routière,

CONSIDERANT les actions de communication de « LA CRAU POLE » en 2024 : sensibiliser les entreprises pour préserver l'emploi, fédérer les entreprises et les propriétaires fonciers des zones d'activités, diffuser auprès des adhérents toutes les informations nécessaires, mettre à jour le site internet « lacraupole.com », mettre en place des supports de communication, faire intervenir différents intervenants (psychologue...), sensibiliser aux énergies renouvelables, organiser un salon des entreprises afin de faire connaître et valoriser les entreprises du bassin Craurois au niveau régional,

CONSIDERANT que le soutien de la Métropole Toulon Provence Méditerranée reste essentiel afin de permettre à « LA CRAU POLE » de poursuivre la dynamique engagée depuis 2011,

CONSIDERANT la convention, ci-jointe,

D E C I D E

ARTICLE 1

DE SIGNER la convention, ci-annexée, avec l'Association « LA CRAU POLE » en vue de l'attribution d'une subvention de 9 000 euros (neuf mille euros), soit 67,41 % maximum du coût total du programme d'actions réalisées durant l'exercice 2024.

ARTICLE 2

DE DIRE que le montant sera revu en fonction des dépenses effectivement réalisées selon les modalités de calcul prévues à l'article 5 de la convention sans dépasser le montant maximum, ci-dessus attribué.

ARTICLE 3

DE DIRE que les crédits sont inscrits au budget Principal 2024, opération : 301240, article : 65748 - fonction : 61.

La présente Décision sera

- transmise à Monsieur le Préfet
- reproduite sur le Registre ouvert à cet effet
- affiché sur les panneaux destinés à cet effet
- communiquée sous forme de donner acte du Conseil Métropolitain lors de sa prochaine séance

Fait à Toulon, le **22 MAI 2024**

Jean-Pierre GIRAN

Président de la Métropole
Toulon Provence Méditerranée



2005 10 10 5 5

CONVENTION DE SUBVENTIONNEMENT POUR L'ANNEE 2024

ASSOCIATION D'ENTREPRISES « LA CRAU POLE »

PROGRAMME D'ACTIONS 2024

Entre

La Métropole Toulon Provence Méditerranée, ayant son siège à l'Hôtel de la Métropole - 107 boulevard Henri Fabre – CS 30536 – 83041 TOULON Cedex 9, représentée par son Président en exercice, Monsieur **Jean-Pierre GIRAN**, dûment habilité par une décision du Bureau métropolitain n° en date du

Ci-Après désignée « La Métropole »

Et

L'association dénommée « LA CRAU POLE » régie par la loi du 1^{er} juillet 1901, ayant son siège C/o ISISCOM, 334 Impasse Lavoisier à LA CRAU représenté par le Président dûment mandaté **Monsieur Stéphane BELTRANDO** habilité à cet effet par les statuts de l'association ci-annexés.

Ci-Après désigné « L'Association »

L'association « LA CRAU POLE » a été créée le 17 octobre 2011 et a pour but la représentation et la défense des intérêts des entreprises de « La Plaine de la Crau ». Elle a pour objet la mise en œuvre d'actions et de moyens pour soutenir et développer de manière générale les entreprises implantées ou exerçant une activité économique sur les pôles d'activités de « La Plaine de La Crau ».

La Crau Pole vise à regrouper des responsables d'entreprises implantées sur les pôles de Gavarry, L'Estagnol et du Chemin Long.

Les objectifs de l'association des Entreprises de la Plaine de la Crau sont de :

- Promouvoir le territoire ;
- Apporter des services aux adhérents ;
- Partager des moments de convivialité
- Être le lien entre les institutions (Métropole TPM, commune de La Crau, CCIV, la Chambre de métiers et de l'Artisanat du Var) et les adhérents.

C'est aussi :

- Fédérer les entreprises et les propriétaires fonciers des pôles d'activités en vue de favoriser les contacts entre eux, et d'autre part de les représenter collectivement dans toutes leurs actions ou projets d'intérêts collectifs, notamment auprès des collectivités publiques.
- Préserver et développer l'emploi, l'activité économique sur les pôles d'activités de Gavarry, l'Estagnol et du Chemin long.

- Diffuser auprès de ses adhérents toutes informations nécessaires concernant les mesures d'aides aux entreprises, les événements de la Métropole...
- Réaliser des actions fédératrices dans une logique d'animation, de communication, et de développement économique territorial.
- Organiser de manière trimestrielle des rencontres autour d'un thème, d'un lieu pour tisser du lien entre les adhérents et les institutions.
- Assister et participer aux réunions des institutions pour représenter les entreprises de la Plaine de la CRAU.

Tous les projets pour l'année 2024 contribueront au développement économique harmonieux des 3 zones d'activités à La Crau.

170 entreprises environ sont concernées par l'association, représentant environ **1500 emplois** sur 66 hectares.

Le nombre d'adhérents est de 57 entreprises.

La Crau Pole a reçu la **certification ISO 14001 niveau 1 par l'AFNOR en décembre 2018**, avec l'accompagnement du programme D2Parc démarré en 2015 avec la CCIV, et le soutien notamment de la Métropole Toulon Provence Méditerranée.

En effet, dans un contexte où la concurrence entre territoires est vive, la qualité de l'offre en parcs d'activités est un sérieux facteur d'attractivité des territoires auprès des entreprises et de leurs salariés. De plus, des parcs d'activités gérés de manière durable sont plus à même de fidéliser les entreprises déjà implantées et constituent donc une meilleure garantie pour la pérennisation de l'activité et de l'emploi.

Pour maintenir cette certification, la Crau Pole œuvrera en 2024 sur différentes thématiques comme l'animation, la promotion des adhérents, les espaces verts, la signalétique, l'éclairage, la fibre optique, le transport/accessibilité, la sécurité, l'eau, l'assainissement, la gestion des risques ICPE et inondation, déchets, voiries...

Toutes ces actions, en lien avec ses partenaires (Métropole TPM, La ville de La Crau...) tiennent à contribuer autant que possible au développement harmonieux des parcs d'activités, des entreprises et de la qualité de vie des salariés.

La Crau Pole est également en étroite collaboration dans cette démarche avec la CCI du Var, la DETTS, TPM THD, les autres associations de Zones d'activités économique du territoire...

Structuration :

L'association est très régulièrement en contact avec :

-la ville de La Crau dont Monsieur le Maire et ses différents services à savoir la gestion des déchets et du tri sélectif, des travaux de voirie ou de marquage au sol, du nettoyage, de l'éclairage, de la sécurité, de l'égoutier et des risques d'inondations, des services de la poste, de la signalétique d'entreprises et des enseignes... ainsi qu'avec le service du développement économique comme le salon des entreprises.

-la Métropole TPM avec le service en charge du développement économique, des transports, des déchets, du développement durable, des grands événements, des travaux routiers...

-la CCI du Var et notamment l'Agence de Hyères qui s'accompagne d'une présence à toutes les réunions de l'association pour évoquer les problèmes rencontrés par les entreprises, informer les entreprises des rendez-vous avec les formations gratuites, informer sur le réseau Var Ecobiz...

-la Chambre des Métiers et de l'Artisanat avec qui l'association souhaite sensibiliser les artisans aux dispositifs mis en place pour les aider dans leur développement,

-la Région Sud concernant la diffusion des aides pour soutenir les entreprises,

-TPM THD pour la mise en place de la fibre optique à La Crau et permettre aux entreprises d'accéder à ce dispositif (connexion internet, hébergement, téléphone, vidéosurveillance...).

Il est préalablement exposé ce qui suit :

Ceci étant exposé, il est convenu et rappelé ce qui suit :

Article 1^{er} – OBJET DE LA CONVENTION

La présente convention a pour objet de définir les conditions du concours financier apporté par la Métropole au **projet défini en annexe I** que l'association s'engage à mettre en œuvre à son initiative et sous sa responsabilité.

La convention définit le montant, les conditions de versement et de contrôle de l'aide accordée par la Métropole, ainsi que les engagements respectifs des parties.

Article 2 – DATE D'EFFET ET DUREE DE LA CONVENTION

La présente convention entre en vigueur à compter de sa date de notification.

Cette convention est conclue pour l'année 2024.

Article 3 – Engagement de l'Association « LA CRAU POLE »

L'association s'engage à :

- Mettre en œuvre le projet, objet de la présente convention,
- Mentionner le soutien apporté par la Métropole notamment en apposant son logo sur tous supports de communication destinés au public ainsi qu'à l'occasion de toute manifestation publique ou opération médiatique qui pourrait être organisé par ses soins,

- Informer sans tarder la Métropole par courrier recommandé avec accusé de réception en cas d'inexécution, de modification substantielle ou de retard dans la mise en œuvre de la présente convention,
- Porter à la connaissance de la Métropole tout changement de statut de l'association. L'association informe sans délai la Métropole de toute modification, de toute nouvelle déclaration enregistrée au Registre National des associations et fournit la copie de toute nouvelle domiciliation bancaire,
- Respecter le contrat d'engagement Républicain (CER) conformément au décret n°2021-1947 du 31 décembre 2021 pris pour l'application de l'article 10-1 de la loi n°2000-321 du 12 avril 2000, en vertu duquel les associations et fondations bénéficiant de subventions publiques ou d'un agrément de l'Etat, s'engagent à respecter « les principes de liberté, d'égalité, de fraternité et de dignité de la personne humaine ainsi que les symboles de la République (...), « à ne pas remettre en cause le caractère laïque de la République » et « à s'abstenir de toute action portant atteinte à l'ordre public ».

Article 4 – ENGAGEMENTS DE LA METROPOLE TOULON PROVENCE MEDITERRANEE

La Métropole s'engage à soutenir financièrement, pour l'exercice 2024, l'association « LA CRAU POLE » à hauteur de 9 000 € conformément au **budget prévisionnel en annexe II** de la présente convention.

Ce montant sera inscrit au budget principal 2024, opération : 301240, imputation : 65748 -- fonction : 61

Le concours apporté à la réalisation du projet porte sur 67,41% du montant des dépenses subventionnelles, représentant la limite supérieure de la participation de la Métropole.

Article 5 – MODALITE DE VERSEMENT DE LA SUBVENTION

La participation financière de **9 000 euros** sera versée au bénéficiaire selon les modalités suivantes :

- Un acompte de 70 % soit **6 300 euros** à la notification de la convention,
- Le solde, soit **2 700 euros** (30%) après la remise des pièces justificatives suivantes :

-Un compte rendu financier (si la subvention est accordée en vue de la réalisation d'une action ou d'un projet spécifique) conforme à l'arrêté du 11 octobre 2006 pris en application de l'article 10 de la loi n° 2000-321 du 12 avril 2000 relative aux droits des citoyens dans leurs relations avec les administrations modifiée par la loi n° 2022-217 du 21/02/2022 (formulaire Cerfa n° 15059*02). Ce compte-rendu financier devra comprendre un bilan qualitatif du projet ainsi qu'un état détaillé des dépenses attestant de la conformité des dépenses à l'objet de la subvention, ainsi qu'une explication des données chiffrées,

-Un rapport annuel d'activités.

-Les comptes annuels de l'exercice certifiés par le Président de l'association ou par un expert-comptable (si les aides publiques sont supérieures à 75 000 euros), bilan, compte de résultat et annexes ainsi que le rapport du commissaire aux comptes s'il y a lieu d'en désigner un (obligatoire pour les associations bénéficiant d'aides publiques supérieures à 153 000 euros).

Les pièces nécessaires pour le versement du solde doivent être communiquées au plus tard dans les 6 mois suivant la clôture de l'exercice.

Les documents attestant de la réalisation du projet doivent être adressés à la Métropole par voie dématérialisée au service instructeur ou par courrier RAR.

La participation financière est créditée au compte du bénéficiaire dont les références figurent sur le relevé d'identité bancaire fourni par l'association lors de sa demande de subvention.

Le versement de la participation financière s'effectue selon les règles de la comptabilité publique. L'ordonnateur de la dépense est le Président de la Métropole. Le comptable assignataire est le comptable public de la Métropole.

La Métropole contrôle à l'issue de la convention que sa participation financière n'excède pas le coût de la mise en œuvre du projet. Dans le cas où, après vérification des pièces transmises, le montant réel des dépenses serait inférieur au montant inscrit dans le budget prévisionnel, le solde à verser sera ajusté au prorata des dépenses réellement engagées et payées par l'association. Il sera également possible d'exiger le remboursement de la quote-part de subvention supérieure aux coûts éligibles du projet.

Article 6 – OBLIGATIONS FINANCIERES ET COMPTABLES DE L'ASSOCIATION

L'association adopte un cadre budgétaire et comptable conforme au plan comptable général révisé par le règlement n° 2018-06 du 5 décembre 2018 de l'Autorité des Normes Comptables.

L'association doit faire certifier et approuver conforme ses comptes par un expert-comptable et par un commissaire aux comptes (si le total des aides publiques sont supérieures à 153 000 €).

L'association valorise et précise les mises à dispositions de personnes, de biens meubles ou immeubles dans ses comptes annuels.

L'association doit communiquer à la Métropole au plus tard 6 mois après la date d'arrêt des comptes, l'ensemble des documents visés à l'article 5 de la présente convention.

Article 7 – CONTROLES PAR LES SERVICES DE LA METROPOLE TOULON PROVENCE MEDITERRANEE

Dans le cadre du contrôle du bon usage des deniers public, la Métropole contrôle et évalue l'utilisation de la subvention au regard de l'objet de la présente convention.

En vertu des dispositions de l'article L. 1611-4 du Code Général des Collectivités Territoriales, la Métropole pourra ainsi procéder ou faire procéder par ses services ou un tiers dûment mandaté à cet effet aux contrôles sur pièces ou sur place qu'elle jugerait utiles pour s'assurer de la bonne utilisation de la subvention et de la bonne exécution de la présente convention.

Dans ce cadre, l'association s'engage à faciliter les contrôles des services de la Métropole tant d'un point de vue quantitatif que qualitatif, et leur communiquer sur simple demande tout document de nature juridique, fiscale, sociale, comptable et de gestion.

Article 8 – EVALUATION DU PROJET

Les parties s'engagent mutuellement à procéder en fin d'exercice à une évaluation du projet sur la base de critères :

- Quantitatifs : Nombre d'adhérents et d'actions collectives et/ou individuelles menées auprès des entreprises de l'écosystème de l'association « LA CRAU POLE »,
- Qualitatifs : Noms des adhérents, types d'entreprises accompagnées, et nature des actions collectives et/ou individuelles menées auprès des entreprises de l'écosystème l'association « LA CRAU POLE ».

Ces indicateurs devront être renseignés sur la base des éléments définis en annexe I de la présente convention et figurer dans les pièces justificatives transmises au plus tard dans les 6 mois suivant la clôture de l'exercice.

La Métropole se réserve le droit de procéder à des points d'étape réguliers avec l'association afin de mesurer l'état d'avancement des actions subventionnées. A cette fin, l'association s'engage à mettre à disposition tous les éléments nécessaires à ce travail d'évaluation.

Article 9 – SANCTIONS EN CAS DE NON RESPECT DES OBLIGATIONS CONTRACTUELLES

En cas d'inexécution de l'association de l'une ou l'autre de ses obligations contractuelles et en cas de retard dans la production des documents visés à l'article 5, la Métropole pourra, selon le cas, suspendre le versement de la subvention, en diminuer le montant ou exiger le reversement de tout ou partie des sommes déjà versées.

Il en sera de même si à la suite des opérations de contrôle des services de la Métropole, il apparaissait que la subvention a été totalement ou partiellement utilisée à des fins non conformes à l'objet de la convention.

La Métropole en informera l'association par courrier recommandée avec accusé de réception après avoir préalablement invité l'association à présenter ses observations dans un délai qui sera fixé par ledit courrier.

La Métropole pourra également résilier de plein droit la présente convention après avoir préalablement invité les représentants de l'association à présenter leurs observations.

La réalisation de la convention implique l'interruption de la subvention et la restitution des montants indûment perçus n'entrant pas dans le cadre de la convention.

En outre, la Métropole pourra résilier de plein droit la présente convention sans indemnité, ni préavis, en cas de survenance de tout événement ayant pour effet de rendre sans objet la présente convention ou pour tout motif d'intérêt général, et le cas échéant en cas de retrait d'agrément, de dissolution, de liquidation judiciaire ou d'insolvabilité notoire de l'association.

La résiliation de la convention dans ces conditions entraîne l'interruption immédiate du versement de la subvention.

Le remboursement des sommes déjà versées se fera sur la présentation d'un titre de recettes notifiés par le comptable public.

Article 10 – MODIFICATION DE LA CONVENTION

Toute modification des conditions ou modalités d'exécution de la présente convention, définie d'un commun accord entre les parties, fera l'objet d'un avenant.

La demande de modification de la présente convention par l'association est réalisée en la forme d'une lettre recommandée avec accusé de réception précisant l'objet de la modification.

Dans un délai de 1 mois suivant l'envoi de cette demande, la Métropole peut y faire droit par lettre recommandée avec accusé de réception.

Article 11 – RENOUELEMENT

La convention est conclue pour l'année 2024. Elle n'est pas renouvelable par tacite reconduction.

En cas de demande de renouvellement, l'association procèdera au dépôt d'un nouveau dossier de demande de subvention.

Article 12 – ASSURANCE ET RESPONSABILITES

L'association s'engage à souscrire toutes les polices d'assurances nécessaires pour garantir sa responsabilité et pour que la responsabilité de la Métropole ne puisse être recherchée.

Le bénéficiaire devra être en mesure de justifier à tout moment de la souscription de ces polices d'assurance et du paiement effectifs des primes correspondantes.
En cas de renouvellement de contrat pendant la durée de la convention, l'association devra envoyer l'attestation d'assurance renouvelée à la Métropole sans délai.

Article 13 – POLITIQUE DE GESTION DES DONNÉES PERSONNELLES

Les données personnelles, collectées dans le cadre de l'instruction et de l'exécution des dossiers de subvention, font l'objet d'un traitement et nous nous engageons à ce que la collecte et le traitement de ces données soient conformes à la réglementation applicable en matière de données à caractère personnel (Règlement UE 2016/679 du 27 avril 2016 relatif à la protection des personnes physiques à l'égard du traitement des données à caractère personnel, et Loi n°78-17 du 6 janvier 1978 modifiée relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés).

Collecte et utilisation des données :

Des informations sur votre identité et sur votre rôle au sein de l'association, des informations financières ou personnelles, en fonction de la nature de votre demande, sont collectées.

Elles sont obligatoires pour le traitement de votre demande afin d'étudier précisément vos droits. En cas de refus, la demande ne pourra pas être traitée.

Finalité du traitement des données personnelles :

Dans le cadre du traitement de demande de subvention, la Métropole Toulon Provence Méditerranée collecte vos données pour les usages suivants : instruction et suivi d'exécution des demandes de subvention dans le cadre d'actions relevant de la compétence Développement Economique.

Destinataires des données personnelles :

Les données collectées et enregistrées sont destinées aux services qui traitent les demandes, et si nécessaire, aux services compétents en matière de mandatement financier.

Conservation des données personnelles :

Les données et justificatifs collectés sont conservés pendant 10 ans conformément aux obligations légales en vigueur.

Sécurité des données personnelles :

Pour garantir un respect optimal de votre vie privée, la Métropole Toulon Provence Méditerranée prend toutes mesures appropriées, pour la sécurité et la confidentialité des données à caractère personnel en vue de les protéger contre toute perte, destruction accidentelle, altération et accès non autorisés.

Droit d'accès, de modification, de rectification :

Vous disposez d'un droit d'accès, de rectification et de suppression des données vous concernant. Ce droit peut être exercé à tout moment directement :

- Par courriel : donnees_personnelles@metropoletpm.fr
- Par courrier postal à : M. le Délégué à la Protection des Données – Métropole TPM, 107 bd, Henri Fabre, CS 30536, 83041 Toulon Cedex 9

Toutefois, les demandes d'effacement sont assujetties aux politiques internes en matière de communication et de conservation de l'information, et aux obligations applicables prévues par la loi.

En cas de difficulté en lien avec la gestion de vos données personnelles, vous pouvez adresser une réclamation auprès de la CNIL – 3 Place de Fontenoy – TSA 80715 - 75334 Paris Cedex www.cnil.fr

Article 14 – RECOURS

Tout litige résultant de l'exécution de la présente convention est du ressort du Tribunal administratif de Toulon.

Fait en deux exemplaires originaux, en français

A Toulon, le

| | |
|--|--|
| <p>Pour l'Association « LA CRAU POLE »</p> <p>Le Président Stéphane BELTRANDO</p> | <p>Pour la Métropole TOULON PROVENCE MEDITERRANEE</p> <p>Le Président Jean-Pierre GIRAN</p> |
|--|--|

ANNEXE 1

PROGRAMME D'ACTIONS 2024

Consciente de la nécessité d'apporter un lien entre toutes les entreprises de la Plaine de la Crau et de devenir l'interlocuteur privilégié pour toutes les institutions, l'association souhaite structurer en 2024 son programme d'actions de la manière suivante :

- ❖ Poursuivre les actions identifiées pour maintenir la certification ISO 14001 niveau 1. Un audit de renouvellement sera réalisé afin d'améliorer la performance environnementale, réduire les risques liés aux activités et renforcer la réputation de l'association en matière de durabilité. Un bilan sera mis en œuvre afin de connaître les actions à réaliser pour le renouvellement.
- ❖ Suivre les pistes d'amélioration émises par le jury au titre du Label « Parc + » Régional suite à la reconnaissance du Pôle d'Activités de La Crau (La Crau Pôle) comme « Parc Engagé » et cela, en vue d'un renouvellement future de sa candidature au Label régional avec la Métropole TPM et la participation de la CCIV, ainsi que les représentants de La Crau Pôle (à savoir le président et les deux vice-présidents) et avec l'ambition d'atteindre le niveau 1. Etant ici précisé qu'en 2023, lors de la 6^{ème} édition du Label PARC+, l'association s'est vue décerner par le jury la reconnaissance « Parc Engagé » pour la période 2023-2025.

Dans cette dynamique, l'association souhaite mener une réflexion collective et des actions sur les différents points clés afin d'améliorer les zones d'activités et renforcer leur attractivité.

L'objectif de ce label sera d'obtenir une reconnaissance régionale des actions engagées sur la qualité, la performance environnementale, territoriale, et sociétale du parc d'activité de la Plaine de La Crau, et de renforcer son attractivité. Ce label permettra ainsi de valoriser les entreprises et de fédérer autour de l'association. Une candidature sera envoyée à l'ARBE (Agence Régionale de la Biodiversité et de l'Environnement).

- ❖ Favoriser la gestion des déchets dans le cadre d'une procédure environnementale : Informer les entreprises sur la politique de collecte des déchets de la Métropole ;
- ❖ Participer aux actions de prévention des inondations organisé par la Métropole TPM et la CCIV dans les ZAE - PAPI PCT (2024 -2029) : L'association continuera à être le lien entre le dispositif et les entreprises de la Crau, elle assistera aux réunions programmées et diffusera les informations nécessaires au bon développement du dispositif.
- ❖ Préserver l'emploi : Avec la Direction départementale de l'emploi, du travail et des solidarités, l'association La Crau Pole suivra les dispositifs mis en place pour la préservation de l'emploi dans les entreprises. Pour cela, La Crau Pole réalisera une ou deux journées dédiées à la sensibilisation auprès des entreprises.
- ❖ Fédérer les entreprises et les propriétaires fonciers des zones d'activité de la Paine de La Crau afin de favoriser les contacts entre eux. Et, d'autre part, de les représenter collectivement dans leurs actions ou projets d'intérêt collectif, notamment auprès des collectivités publiques. Une rencontre trimestrielle sera réalisée pour tisser du lien entre les adhérents. Ces rencontres informelles se

dérouleront dans un lieu différent pour permettre de découvrir l'activité des adhérents.

- ❖ Diffuser auprès des adhérents toutes les informations nécessaires concernant les mesures d'aides aux entreprises, les événements de la Métropole, et autres dispositifs...
- ❖ Revoir la signalétique de la zone de Gavarry : le panneau d'affichage d'entrée de zone devra être remis à jour pour éviter une prolifération d'affichage "sauvage" dans la zone d'activité.
- ❖ Adhérer au club de la sécurité routière, les employeurs engagés (SREE83) : l'association assistera aux réunions dédiées afin de pouvoir sensibiliser ses adhérents aux risques d'accidents routiers et à la sécurité routière pour leurs salariés.
- ❖ Mise à jour du site internet « lacraupole.com » afin de mieux communiquer et de mettre en avant les adhérents, ainsi que des actions menées par l'association. Il sera prévu la mise en place d'un formulaire en ligne afin de récupérer plus facilement les informations des adhérents et la création d'un blog afin de pouvoir communiquer plus facilement sur les événements.
- ❖ Mettre en place des supports de communication pour récupérer de nouveaux adhérents et ainsi développer l'association, aller à la rencontre des entreprises non adhérentes.
- ❖ Risques psychosociaux : Madame Nathalie ROCAILLEUX interviendra au cours de l'Assemblée Générale 2024 en sa qualité de psychologue afin d'accompagner les entreprises et les salariés dans la gestion des burn-out et autres détresses psychologiques afin d'améliorer la qualité de vie en entreprise.
- ❖ Deux membres de l'URSSAF interviendront pour sensibiliser les chefs d'entreprises et les guider dans les accompagnements possibles en matière de protection sociale.
- ❖ Sensibilisation aux énergies renouvelables et autres alternatives : L'entreprise DUALSUN, fabricant français de panneaux photovoltaïque en région PACA partagera son expérience en ce qui concerne les avantages d'installer des panneaux photovoltaïques sur les toits des entreprises tout en favorisant la transition écologique.
- ❖ Un salon des entreprises sera organisé à LA CRAU en partenariat avec le service développement économique de la commune de LA CRAU, le but étant de faire connaître et valoriser les entreprises du bassin Craurois au niveau régional.
- ❖ Bonus (en fonction du budget) : l'association mandatera un vidéaste pour filmer le bassin des entreprises Crauroises avec un drone.

**STATUTS DE L'ASSOCIATION DE LA CRAU POLE – ASSOCIATION DES ENTREPRISES
MODIFIE LE 28 Mars 2022 PENDANT L'ASSEMBLEE GENERALE**

**TITRE PREMIER
FORME – OBJET – DENOMINATION – SIEGE – DUREE**

Article 1^{er} – FORME :

Il est formé entre les soussignés et les personnes physiques ou morales qui adhéreront aux présents statuts et rempliront les conditions ci après fixées, une association déclarée qui sera régie par la loi du 1^{er} juillet 1901 et le décret du 16 aout 1901 et les textes actuellement en vigueur l'ayant modifiée ou complétée ainsi que les présents statuts.

Article 2 – OBJET

Cette association a pour but la représentation et la défense des intérêts des entreprises de « la plaine de la Crau ».

L'association a pour objet la recherche et la mise en œuvre de tous moyens et actions propres à organiser, soutenir et développer d'une manière générale les entreprises, implantées ou exerçants sur les pôles d'activité de « La Plaine de la Crau », la concertation sur toutes questions se rapportant à ce secteur économique, la constitution d'un organe représentatif de celui-ci, et généralement toutes actions propres à en assurer l'aménagement et l'expansion.

Article 3 – DENOMINATION :

La dénomination de l'association est : « La Crau Pôle – Association d'entreprises » en remplacement d'Association des Entreprises de la Plaine de la Crau (AEPC).

Article 4 – SIEGE

Le siège social est fixé Chez Isiscom – 334 impasse lavoisier – ZA l'Estagnol – 83260 La Crau. Il pourra être transféré en tout autre endroit de la même commune, par simple décision du conseil d'administration ; la ratification par l'assemblée générale sera nécessaire.

Article 5 – DUREE

La durée de l'association est illimitée.

SB

S ←

TITRE 2

MEMBRES DE L'ASSOCIATION

Article 6 – MEMBRES

Admission :

Pour être admis dans l'association, il faut être agréé par le bureau qui peut statuer lors de chacune de ses réunions, sur les demandes d'admissions présentées.

Seules les entreprises installées sur La Crau pourront adhérer à l'association.

Seules les entreprises dites « partenaires » pourront être installés en dehors de La Crau, c'est à dire des entreprises pouvant offrir des services ne se trouvant pas sur La Crau.

L'association se compose de membres fondateurs, de membres actifs.

Les membres actifs sont agréés par le Bureau qui statue, lors de chacune de ses réunions, sur les demandes d'admission présentées et ils doivent acquitter leur droit d'entrée.

Sont membres honoraires les personnes choisies et nommées par le Bureau parmi les membres fondateurs, les anciens membres actifs ou les personnes ayant rendu des services à l'association.

Sont membres bienfaiteurs, les personnes qui, n'ayant pas la qualité de sociétaires versent annuellement une cotisation dont le montant est fixé chaque année par l'Assemblée Générale.

Article 7 – COTISATIONS

Le montant de la cotisation est fixé annuellement par l'Assemblée.

Les cotisations sont payables aux époques fixées par le conseil d'administration.

Les membres honoraires ne sont pas tenus au versement d'une cotisation.

Article 8 – DEMISSION, EXCLUSION ET DECES

Les sociétaires peuvent démissionner en adressant leur démission au président du conseil d'administration, par lettre recommandée avec accusé de réception ; ils perdent alors leur qualité de membre de l'association à l'expiration de l'année civile en cours.

Le conseil a la faculté de prononcer l'exclusion d'un sociétaire, soit par défaut de paiement de sa cotisation deux mois après son échéance, soit pour motifs graves. Il doit, au préalable, requérir l'intéressé de fournir, le cas échéant, toutes explications. Si le sociétaire exclut la demande, la décision d'exclusion est soumise à l'appréciation de la première assemblée générale ordinaire qui statue en dernier ressort.

SG 

Les membres démissionnaires ou exclus et les héritiers et ayant droits des membres décédés sont tenus au paiement des cotisations arriérées et de la cotisation de l'année en cours lors de la démission, de l'exclusion ou du décès.

Article 9 – RESPONSABILITE DES SOCIETAIRES ET ADMINISTRATEURS

Le patrimoine de l'association répond seul des engagements contractés en son nom. Les sociétaires ou les administrateurs ne pourront être personnellement responsables de ses engagements, sous réserve de l'application éventuelle des dispositions légales en matière de redressement judiciaire.

TITRE 3 ADMINISTRATION

Article 10 – CONSEIL D'ADMINISTRATION

L'association est administrée par un conseil composé de quatre membres au moins, pris parmi les membres fondateurs, les membres actifs ou les membres honoraires et nommés par l'assemblée ordinaire des sociétaires.

La durée des fonctions des administrateurs est de 3 années renouvelables par l'assemblée générale ordinaire, chaque année s'entendant de l'intervalle séparant deux assemblées générales ordinaires annuelles.

Cette assemblée procédera à la nomination ou à la réélection d'administrateurs.

Le conseil se renouvellera ensuite chaque année par moitié, suivant un ordre de sortie déterminée pour la première fois par un tirage au sort, et ensuite d'après l'ancienneté des nominations.

Tout administrateur sortant est rééligible.

Article 11 – FACULTE POUR LE CONSEIL DE SE COMPLETER

Si un siège d'administrateur devient vacant dans l'intervalle de deux assemblées générales ordinaires annuelles, le conseil pourra pourvoir provisoirement au remplacement ; il sera tenu d'y procéder sans délai si le nombre des administrateurs se trouve réduit à moins de quatre.

Ces nominations seront soumises, lors de la première réunion, à la ratification de l'assemblée générale ordinaire des sociétaires, qui déterminera la durée du mandat des nouveaux administrateurs ; toutefois, l'administrateur nommé en remplacement d'un autre ne demeurera en fonction que pendant le temps restant à courir du mandat de son prédécesseur.

A défaut de ratification, les délibérations et les actes accomplis par le conseil d'administration depuis la nomination provisoire n'en demeureront pas moins valables.

SG 

Article 12 – BUREAU DU CONSEIL

Le conseil nomme chaque année, parmi ses membres, un bureau de deux à huit membres, composé d'au moins un président et d'un trésorier. Les membres du bureau et les conseillers sont rééligibles.

Pour la période à courir, ces fonctions seront exercées, à savoir :

- celles de PRESIDENT
- celles de VICE PRESIDENT
- celles de SECRETAIRE
- celles de TRESORIER

Les fonctions de membre du conseil d'administration et de membre du bureau sont bénévoles.

Article 13 – REUNIONS ET DELIBERATIONS DU CONSEIL

1 Le conseil d'administration se réunit à la demande et sur la convocation de son président ou du quart de ses membres, et aussi souvent que l'intérêt de l'association l'exige, soit au siège, soit en tout autre endroit par le président avec l'accord d'au moins deux administrateurs en exercice.

L'ordre du jour est dressé par le président ou les administrateurs qui effectuent la convocation : il peut n'être fixé qu'au moment de la réunion.

2 Nul ne peut voter par procuration au sein du conseil ; les administrateurs absents peuvent seulement donner leur avis par écrit sur les questions portées à l'ordre du jour.

3 Les délibérations du conseil sont constatées par des procès-verbaux établis sur un registre spécial et signés du président et un autre membre du bureau qui en délivrent, ensemble ou séparément, tout extrait ou copie.

Article 14 : POUVOIRS DU CONSEIL

Le conseil d'administration est investi des pouvoirs les plus étendus pour agir au nom de l'association et faire ou autoriser tous actes et opérations permis à l'association et qui ne sont pas réservés à l'assemblée générale des sociétaires.

Il peut notamment nommer et révoquer tout employé, fixer leur rémunération, prendre un bail les locaux nécessaires aux besoins de l'association, faire effectuer toutes réparations, se faire emploi des fonds de l'association en justice tant en demande qu'en défense. Il établit et modifie le règlement intérieur de l'association, sous réserve de l'approbation de celui-ci ou de ses modifications par la prochaine assemblée générale ordinaire.

SG SB

Article 15 – DELEGATION DE POUVOIRS

Les membres du bureau du conseil sont investis des attributions suivantes :

Le président est chargé d'exécuter les décisions du conseil et d'assurer le bon fonctionnement de l'association, qu'il représente en justice et dans tous les actes de la vie civile.

Le trésorier, éventuellement secondé par un trésorier adjoint tient les comptes de l'association et, sous la surveillance et le contrôle du Président, il effectue tous paiements et reçoit toutes sommes ; il procède, avec l'autorisation du conseil et le contrôle du Président, au retrait, au transfert et à l'aliénation de tous biens et valeurs.

TITRE 4 ASSEMBLEES GENERALES

Article 16 – COMPOSITION ET EPOQUE DE REUNION

Les sociétaires se réunissent en assemblées générales, lesquelles sont qualifiées d'extraordinaires lorsque leurs décisions se rapportent à une modification des statuts et d'ordinaires dans les autres cas.

L'assemblée générale se compose des membres fondateurs, des membres actifs et des membres honoraires de l'association.

Nul d'entre eux ne peut s'y faire représenter par une personne dûment mandatée non membre de l'association, à l'exception de son conjoint.

Seuls les membres à jour de cotisations peuvent prendre part aux votes.

L'assemblée générale ordinaire est réunie chaque année, sur la convocation du conseil d'administration, au jour, heure et lieu indiqués dans l'avis de convocation.

En outre, l'assemblée générale ordinaire est convoquée extraordinairement, par le conseil d'administration, lorsqu'il le juge utile, ou à la demande du quart au moins des membres de l'association, quelle que soit la catégorie à laquelle ils appartiennent.

L'assemblée générale extraordinaire est convoquée par le conseil d'administration lorsqu'il reconnaît l'utilité.

Les membres bienfaiteurs peuvent participer aux dites assemblées, mais sans avoir voix délibérative.

SG 

Article 17 – CONVOCATION ET ORDRE DU JOUR

Les convocations sont faites au moins quinze jours à l'avance, indiquant sommairement l'objet de la réunion.

Les assemblées se réunissent au siège ou en tout autre endroit de la ville où se trouve le siège.

Article 18 – BUREAU DE L'ASSEMBLEE

L'assemblée est présidée par le président du conseil d'administration ou, à défaut, par un autre membre désigné par le Président, à défaut par le Conseil d'Administration.

Il est dressé une feuille de présence signée par les membres de l'association en entrant en séance et certifiée par le président et le secrétaire de séance.

Article 19 – NOMBRE DE VOIX

Chaque membre de l'association a droit à une voix et à 3 voix supplémentaires issues de pouvoirs de membres souhaitant se faire représenter.

Article 20 – ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE

1 L'assemblée générale ordinaire entend le rapport du conseil d'administration sur la gestion et sur la situation morale et financière de l'association ; elle approuve ou redresse les comptes de l'exercice clos, vote le budget prévisionnel de l'exercice suivant, ratifie la nomination des administrateurs nommés provisoirement, pourvoit au remplacement des administrateurs, autorise toute acquisition d'immeubles nécessaires à la réalisation de l'objet de l'association, tout échange et vente de ces immeubles, ainsi que toute constitution d'hypothèques et tout emprunt et, d'une manière générale, délibère sur toute question d'intérêt général et sur toutes celles qui lui sont soumises par le conseil d'administration, à l'exception de celles comportant une modification des statuts.


Les délibérations sont prises à la majorité des voix des membres présents ou représentés.

Article 21 – ASSEMBLEE GENERALE EXTRAORDINAIRE

1 L'assemblée générale extraordinaire peut modifier les statuts dans toutes leurs dispositions ; elle peut, notamment, décider la dissolution anticipée de l'association ou son union avec d'autres associations.

2 Pour délibérer valablement, l'assemblée générale extraordinaire doit être composée de la moitié au moins des sociétaires.

Si cette condition n'est pas remplie, l'assemblée est convoquée à nouveau à quinze jours d'intervalle, dans la forme prescrite par l'article 17 ci-dessous, et lors de cette seconde

SG 

réunion, elle délibère valablement quel que soit le nombre des sociétaires présents ou représentés, mais seulement sur les questions à l'ordre du jour de la première réunion.

Article 22 – PROCES VERBAUX

Les délibérations de l'assemblée générale des sociétaires sont constatées par des procès verbaux établis sur un registre spécial qui pourra être le même que celui des procès-verbaux du conseil, et signés par le président et le secrétaire de séance.

Les copies ou extraits de ces procès-verbaux, à produire en justice ou ailleurs, sont signés par le président du conseil d'administration ou par deux administrateurs.

TITRE 5 RESSOURCES DE L'ASSOCIATION

Article 23 – RESSOURCES ANNUELLES

Les ressources annuelles de l'association se composent :

Des cotisations versées par ses membres
Des revenus des biens ou valeurs qu'elle possède
Des rémunérations versées par certains usagers de ses services
Le cas échéant, des subventions qui lui seront accordées,
Des dons manuels
Des partenariats
Et toutes ressources autorisées par la loi.

Article 24 – FONDS DE RESERVE

Il pourra, sur simple décision du conseil d'administration, être constitué un fons de réserve qui comprendra l'excédent des recettes manuelles sur les dépenses annuelles.

Il pourra, le cas échéant, être placé en valeurs mobilières, au nom de l'association, sur décision du conseil d'administration.

TITRE 6 DISSOLUTION – LIQUIDATION

Article 25 – DISSOLUTION -LIQUIDATION

En cas de dissolution volontaire, statuaire ou forcée de l'association, l'assemblée générale extraordinaire désigne un ou plusieurs liquidateurs qui jouiront des pouvoirs les plus étendus pour réaliser l'actif et acquitter le passif, après reprise éventuelle des apports existants par les apporteurs ou leurs héritiers ou ayants droits connus.

Le produit net de la liquidation sera dévolu à une association ayant un objet similaire ou à tout établissement public ou privé reconnu d'utilité publique et qui sera désigné par l'assemblée générale extraordinaire des sociétaires.

SG 

réunion, elle délibère valablement quel que soit le nombre des sociétaires présents ou représentés, mais seulement sur les questions à l'ordre du jour de la première réunion.

Article 22 – PROCES VERBAUX

Les délibérations de l'assemblée générale des sociétaires sont constatées par des procès verbaux établis sur un registre spécial qui pourra être le même que celui des procès-verbaux du conseil, et signés par le président et le secrétaire de séance.

Les copies ou extraits de ces procès-verbaux, à produire en justice ou ailleurs, sont signés par le président du conseil d'administration ou par deux administrateurs.

TITRE 5 RESSOURCES DE L'ASSOCIATION

Article 23 – RESSOURCES ANNUELLES

Les ressources annuelles de l'association se composent :

- Des cotisations versées par ses membres
- Des revenus des biens ou valeurs qu'elle possède
- Des rémunérations versées par certains usagers de ses services
- Le cas échéant, des subventions qui lui seront accordées,
- Des dons manuels
- Des partenariats
- Et toutes ressources autorisées par la loi.

Article 24 – FONDS DE RESERVE

Il pourra, sur simple décision du conseil d'administration, être constitué un fons de réserve qui comprendra l'excédent des recettes manuelles sur les dépenses annuelles.

Il pourra, le cas échéant, être placé en valeurs mobilières, au nom de l'association, sur décision du conseil d'administration.

TITRE 6 DISSOLUTION – LIQUIDATION

Article 25 – DISSOLUTION -LIQUIDATION

En cas de dissolution volontaire, statuaire ou forcée de l'association, l'assemblée générale extraordinaire désigne un ou plusieurs liquidateurs qui jouiront des pouvoirs les plus étendus pour réaliser l'actif et acquitter le passif, après reprise éventuelle des apports existants par les apporteurs ou leurs héritiers ou ayants droits connus.

Le produit net de la liquidation sera dévolu à une association ayant un objet similaire ou à tout établissement public ou privé reconnu d'utilité publique et qui sera désigné par l'assemblée générale extraordinaire des sociétaires.

SG SB

Article 26 – REGLEMENT INTERIEUR

Si nécessaire, un règlement intérieur pourra être établi.

Le conseil d'administration aura la faculté d'établir ce règlement intérieur déterminant les détails d'exécution des présents statuts et les modalités de l'action de l'association, lequel règlement intérieur sera soumis à l'approbation de l'assemblée générale ordinaire des sociétaires. En attendant cette approbation, il sera néanmoins applicable à titre provisoire, il s'impose à tous les membres de l'association.

TITRE 7 FORMALITES

Article 27 – DECLARATION ET PUBLICATION

Le conseil d'administration remplira les formalités de déclaration et de publication prescrites par la loi.

Tous pouvoirs sont conférés à cet effet au porteur d'un original des présents statuts.

Fait en quatre exemplaires originaux, à La Crau, le 28 mars 2022.



S. Beltrando



S. Girard

Budget prévisionnel 2024

| | | TTC | | |
|---------|---|----------|-----------------------------|------|
| Actions | | DÉPENSES | RECETTES | TTC |
| | Fonctionnement animation structuration | 6000 | cotisations (base de 58) | 4350 |
| | Participation aux réunions mensuel (sur les | 1500 | | |
| | Réalisation des outils de communication (Brochures, affichage, flyers et autres,) | 204 | | |
| | Site web hébergement | 70 | | |
| | Logiciel pour le fonctionnement de l'association (ASSOCONNECT) | 468 | | |
| | Banque | 108 | | |
| | Organisation AG | 1500 | TPM | 9000 |
| | Organisation vœux de fin d'année | 1500 | | |
| | Journées de sensibilisation (PAPI ou URSSAF, ou autre en fonction des intervenants) | 2000 | | |

| | DÉPENSES | RECETTES |
|-------|-------------|-------------------|
| Total | 13 350,00 € | Total 13 350,00 € |

PROGRAMME D' ACTIONS 2024

2024, est une année charnière pour l'association, en plus de renforcer les acquis, nous avons pour objectif de développer l'association en mettant en avant nos entrepreneurs et entreprises locales. Nous avons donc créé un programme d'actions sur plus axes :

1. Le développement des zones d'activités
2. Informer et former nos adhérents
3. Fédérer nos adhérents

1. Développement des zones d'activités

- **Travailler sur les points-clés du label Parc + pour obtenir le niveau 1 en 2025** : En partenariat avec TPM et la CCI ainsi que les représentants de zone (à savoir notre président et nos deux vice-présidents).
Objectif, améliorer les points-clés afin d'améliorer nos zones d'activités ainsi que leurs attractivités.
Rappel des objectifs de ce label : obtenir une reconnaissance régionale de qualité de nos parcs d'activités tout en renforçant l'attractivité. Ce label permettra ainsi de valoriser nos entreprises et de fédérer autour de notre association.
- **Continuer Préserver l'emploi** : Grâce à la sensibilisation que nous allons faire via une ou deux journées dédiées. Avec la Direction départementale de l'emploi, du travail et des solidarités (via Claire MIGUET) Nous suivons de près les dispositifs mis en place.
Objectifs : sensibiliser les employeurs aux démarches possibles pour leurs salariés, mais aussi aux divers contrats d'apprentissage, d'alternances avec les aides et les mises places possibles.

- **Revoir la signalétique** des zones : Ce point fait partie aussi d'un axe d'amélioration pour le label Parc+. Dans un premier temps, refaire les panneaux d'entrée de zone de Gavarry (qui ont été fait conjointement avec TPM, La Mairie de La Crau et La Crau Pôle il y quelques années) Après cela, nous étudierons auprès des entreprises les besoins d'affichages des autres zones.
Objectifs : Unifier l'affichage des zones d'activités et de limiter la prolifération d'affichage sauvage.
- **Renouveler ISO 14001** : Audit de renouvellement. Améliorer notre performance environnementale, réduire les risques liés aux activités et renforcer sa réputation en matière de durabilité. Nous devons faire un bilan avec le bureau des actions à mener pour le renouvellement.

2. Informer et former

- **PAPI PCT (2024 -2029)** : Nous continuons à être le lien entre le dispositif et les entreprises de la Crau. Nous assistons aux réunions et diffusons les informations nécessaires à son bon développement.
- **Renouveler l'Adhésion au club de la sécurité routière**, les employeurs engagés (SREE83) : nous assistons aux réunions dédiées afin de pouvoir sensibiliser nos adhérents aux risques liés à la sécurité routière pour leurs salariés.
Au cours de l'AG 2023 nous avons organisé en partenariat avec le SREE83 une intervention dédiée aux adhérents.
Au cours de l'année 2023 nous avons aussi assisté à deux réunions dédiées. La première organisée par la préfecture la seconde via l'association ValCoeur où quelques adhérents ainsi que le bureau ont assistés.
Objectif de cette adhésion : sensibiliser les chefs d'entreprises et les salariés aux risques liés aux trajets domicile/travail.
- **Risques Psycho-sociaux** : Intervention de Nathalie Rocailleux au cours de l'AG 2024 ;
Objectifs : Accompagnement des entreprises ainsi que des salariés dans la gestion des burn-out et autres détresses. Améliore la qualité de vie en entreprise.
- **URSAFF** : intervention pour sensibiliser les chefs d'entreprises et les guider dans les démarches ainsi qu'en cas de besoins. Par Christian MABOUX Président URSAFF PACA

accompagné de Thierry Trahin Président URASSAF Var.

Objectifs : désacraliser l'URSAFF et rendre plus accessible aux chefs d'entreprises. Découvrir les accompagnements possibles.

- **Sensibilisation aux énergies renouvelables** et autres alternatives grâce à une intervention sur le photovoltaïque et son application sur les toits de nos entreprises. Par l'intervention de DUALSUN, entreprise de la région PACA. Cette entreprise conçoit leurs produits dans la région. Ils ont un pôle dédié à l'accompagnement de projet que nous souhaitons développer à travers les zones d'activités.

3.Fédérer

- **Continuer à Fédérer les entreprises et les propriétaires fonciers** des pôles d'activité afin de favoriser les contacts entre eux. Et d'autre part de les représenter collectivement dans toutes leurs actions ou projets d'intérêt collectif, notamment avec les collectivités locales. Nous organiserons **une rencontre par trimestre chez les adhérents pour tisser le lien** entre nos adhérents. Ces rencontres se veulent informelles et se dérouleront dans un endroit différent chaque mois. L'idée est aussi de pouvoir découvrir les activités et les lieux.
- **Diffuser auprès des adhérents** toutes les informations nécessaires concernant les mesures d'aides aux entreprises, les événements de la Métropole, et autres dispositifs auprès de nos adhérents.
- **Salon d'entreprises de La Crau** : Organisation en partenariat avec le service développement économique de la ville de la Crau, d'un salon d'entreprises à la salle « Mauric » de La Crau.
Objectif du salon : Faire connaître et valoriser les entreprises du bassin Craurois au niveau régional
- **Entretien du site internet** afin de pouvoir mieux communiquer et de mettre en avant nos adhérents ainsi que nos actions menées. Nous allons mettre en place un formulaire en ligne afin de récupérer plus facilement les informations sur nos adhérents pour leur créer la page dédiée sur le site de l'association. Nous allons mettre en place un système de blog qui nous permettra de communiquer plus facilement sur les événements déjà effectués.

- **Communication :** Création de support de communication pour récupérer de nouveaux adhérents et ainsi développer l'association. Aller à la rencontre des entreprises non adhérentes.
- **BONUS** (en fonction du budget) : faire intervenir un vidéaste pour filmer avec un drone le bassin d'entreprises Crauroises.
Objectifs : Identifier l'étendu des zones d'activité et faire un film promotionnel pour l'intégralité du territoire de la Crau pôle. Un film de ce type avait été réalisé il y a une dizaine d'années mais non actualisé depuis.

